

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG127/M/2

23 décembre 2003

(03-6756)

Comité des accords commerciaux régionaux
Trente-cinquième session

EXAMEN DE L'ACCORD ENTRE LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET SINGAPOUR POUR UN PARTENARIAT ÉCONOMIQUE PLUS ÉTROIT

Note d'information sur la réunion du 2 décembre 2003

Président: M. J. Meetoo (Maurice)

1. La réunion a été convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/2217/Rev.1.
 2. Au titre du point D.V de l'ordre du jour de sa trente-cinquième session, le Comité des accords commerciaux régionaux (CACR) a entrepris l'examen des aspects de l'Accord pour un partenariat économique plus étroit (CEP) entre la Nouvelle-Zélande et Singapour relatifs aux marchandises et aux services.
 3. Le Président a dit qu'il s'agissait du deuxième examen de l'Accord CEP entre la Nouvelle-Zélande et Singapour. Le premier examen avait été effectué durant la trente-troisième session du Comité, en novembre 2002, et le compte rendu en avait été distribué sous la cote WT/REG127/M/1. Depuis lors, les Parties avaient fourni des réponses écrites aux questions posées par les délégations, lesquelles étaient reproduites dans le document WT/REG127/5.
 4. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a rappelé que le représentant de Singapour, s'exprimant aussi au nom des Parties pendant l'examen de novembre 2002, avait fait des observations générales circonstanciées et l'intervenant n'avait rien à ajouter à ce stade.
 5. La représentante des États-Unis a dit que la délégation américaine soumettrait des questions par écrit sur les dispositions générales touchant les services.
 6. Le Président a dit que, aucune question n'ayant été posée sur les aspects relatifs aux marchandises de l'Accord CEP, il proposait que le Comité aborde la partie factuelle des aspects liés aux marchandises de l'examen de l'Accord CEP entre la Nouvelle-Zélande et Singapour tel qu'il était conclu. Il a invité les délégations qui souhaitaient poser des questions sur les aspects de l'Accord relatifs aux services à le faire pour le 31 janvier 2004 et indiqué que les Parties devraient communiquer leurs réponses écrites pour la fin de mars 2004. L'examen des aspects liés aux services serait abordé à une session ultérieure.
 7. Le Comité a pris note des observations.
-